PROVINCE DE QUÉBEC
MRC DE LA HAUTE-GASPÉSIE
MUNICIPALITÉ DE LA MARTRE

PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire du Conseil municipal, tenue le lundi 3 février 2025 à 19 h dans la salle du conseil située au 9 avenue du Phare, La Martre.

Sont présents : Philippe Achaintre, conseiller; Valérie Bertrand, conseillère; Marc-André Dinel, conseiller; Rémy-Richard Leclerc, conseiller; Guylaine Marin, conseillère; Marie-Laure Rioux conseillère; formant quorum sous la présidence du maire Yves Sohier.

Est également présente Clémence Pepin, greffière-trésorière adjointe.

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE ORDINAIRE

Le maire constate le quorum à 19 h, et déclare la séance ouverte et fait la lecture de l'ordre du jour :

1. Ouverture de la séance ordinaire
2. Résolution pour adoption de l'ordre du jour
3. Résolution pour adoption des procès-verbaux de la séance ordinaire du 13 janvier 2025 et des séances extraordinaires du 20 janvier 2025 et du 30 janvier 2025
4. Résolution pour autoriser le paiement des factures
5. Résolution pour adopter les amendements et les rapports budgétaires
6. Résolution pour transférer des montants au budget 2025
7. Adoption du règlement numéro 2025-001 intitulé « Règlement sur la régie interne des séances du conseil »
8. Adoption du règlement numéro 2025-002 intitulé « Règlement concernant l'imposition des taxes municipales 2025 »
9. Résolution autorisant la publication de la liste des contrats pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024
10. Résolution adoptant la politique de capitalisation et d'amortissement des immobilisations
11. Résolution mandant la firme comptable MNP pour la reddition de compte de la TECQ 2019-2024
12. Résolution autorisant la réparation du camion Dodge RAM 3500
13. Résolution autorisant le paiement d'un avis de réclamation du ministère de L'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
14. Résolution pour révision de la programmation de la TECQ 2019-2024
15. Varia
16. Période de questions
17. Levée de l'assemblée

2025-02-028

2. RÉOLUTION POUR ADOPTER L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par la conseillère Marie-Laure Rioux d'adopter l'ordre du jour tel que présenté. Adopté à l'unanimité par les conseillers présents.

2025-02-029

3. RÉOLUTION POUR ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 13 JANVIER 2025 ET DES SÉANCES EXTRAORDINAIRES DU 20 JANVIER 2025 ET DU 30 JANVIER 2025

Il est proposé par le conseiller Rémy-Richard Leclerc d'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du 13 janvier 2025 et des séances extraordinaires du 20 janvier 2025 et du 30 janvier 2025. Adopté à l'unanimité par les conseillers présents.

2025-02-030

4. RÉOLUTION POUR AUTORISER LE PAIEMENT DES FACTURES

Il est proposé par le conseiller Marc-André Dinel d'adopter les factures à payer totalisant la somme de 664 360 \$ et d'en autoriser le paiement. Adopté à l'unanimité par les conseillers présents.

2025-02-031

5. RÉOLUTION POUR ADOPTER LES AMENDEMENTS ET LES RAPPORTS BUDGÉTAIRES

Année 2024

Il est proposé par la conseillère Valérie Bertrand d'adopter la liste des amendements budgétaires de l'année 2024 du journal du budget révisé portant le numéro d'écriture 1053 ainsi que le rapport intitulé « Activité de fonctionnement à des fins fiscales » montrant les revenus et les dépenses au

31 décembre 2024 ainsi que les prévisions révisées de l'année 2024 montrant un surplus de 35 365 \$ avant la vérification comptable. Adopté à l'unanimité par les conseillers présents.

Année 2025

Il est proposé par la conseillère Valérie Bertrand d'adopter le rapport intitulé « Activité de fonctionnement à des fins fiscales » montrant les revenus et les dépenses au 31 décembre 2025 montrant aucun surplus. Adopté à l'unanimité par les conseillers présents.

2025-02-032 6. RÉSOLUTION POUR TRANSFÉRER DES MONTANTS AU BUDGET 2024

Il est proposé par le conseiller Philippe Achaintre :

- . d'autoriser le transfert d'une somme de 9 677 \$ du surplus accumulé non affecté au budget 2025 à la suite de la conciliation des taxes 2024;
- . d'autoriser le transfert au budget 2025 du solde du mandat accordé à Annie Girard en vertu de la résolution numéro 2024-07-116 pour effectuer les conciliations bancaires 2023 soit la somme de 4 215 \$ taxes en sus;
- . d'autoriser le transfert au budget 2025 d'une somme de 3 750 \$ du fonds réservé pour des dépenses liées à une élection vu que 2025 est une année électorale.

Adopté à l'unanimité par les conseillers présents.

2025-02-033 7. ADOPTION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 2025-001 INTITULÉ « RÈGLEMENT SUR LA RÉGIE INTERNE DES SÉANCES DU CONSEIL »

Attendu que le conseil est régi par les dispositions *du Code Municipal du Québec*;

Attendu que le conseil désire se prévaloir des dispositions de la Loi pour faire un règlement relatif au bon déroulement des séances du conseil, le maintien de l'ordre, le décorum et la période des questions durant ses séances;

Attendu qu'un avis de motion du présent Règlement a été dûment donné lors de la séance du conseil du 13 janvier 2025 ;

Attendu que le projet de Règlement a été transmis à chaque membre du conseil le 9 janvier 2025 ;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le présent projet de Règlement et renoncent à sa lecture;

Attendu que le Règlement a été transmis à chaque membre du conseil le 27 janvier 2025;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le présent Règlement et renoncent à sa lecture;

Attendu que toute personne pouvait obtenir une copie du présent Règlement conformément à l'article 445 du *Code municipal du Québec*;

Attendu que des copies du présent Règlement étaient mises à la disposition du public avant le début de la présente séance;

Il est proposé par la conseillère Valérie Bertrand que le Règlement numéro 2025-001 intitulé « Règlement sur la régie interne des séances du conseil », Règlement dont le texte est annexé à la présente résolution, soit et est adopté. Adopté à l'unanimité par les conseillers présents.

**QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE LA MARTRE
MRC DE LA HAUTE GASPÉSIE**

RÈGLEMENT NUMÉRO 2025-001

RÈGLEMENT SUR LA RÉGIE INTERNE DES SÉANCES DU CONSEIL

Attendu que le conseil est régi par les dispositions *du Code Municipal du Québec*;

Attendu que le conseil désire se prévaloir des dispositions de la Loi pour faire un règlement relatif au bon déroulement des séances du conseil, le maintien de l'ordre, le décorum et la période des questions durant ses séances;

Attendu qu'un avis de motion du présent Règlement a été dûment donné lors de la séance du conseil du 13 janvier 2025 ;

Attendu que le projet de Règlement a été transmis à chaque membre du conseil le 9 janvier 2025 ;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le présent projet de Règlement et renoncent à sa lecture;
Attendu que le Règlement a été transmis à chaque membre du conseil le 27 janvier 2025;
Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le présent Règlement et renoncent à sa lecture;
Attendu que toute personne pouvait obtenir une copie du présent Règlement conformément à l'article 445 du *Code municipal du Québec*;
Attendu que des copies du présent Règlement étaient mises à la disposition du public avant le début de la présente séance;

LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

Article 1 Preamble

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

Article 2 Abrogation des règlements

Le présent règlement abroge et remplace à toutes fins que de droits, tout règlement antérieur, parti de règlement ou article de règlement de la municipalité portant le même objet.

Article 3 Période de questions

3.1 Chaque séance du conseil, ordinaire ou extraordinaire, comprend une période au cours de laquelle les personnes présentes peuvent poser des questions orales au président. Lors d'une séance extraordinaire les questions doivent porter uniquement sur un des sujets apparaissant à l'ordre du jour.

Cette période n'excède pas soixante (60) minutes et peut prendre fin prématurément s'il n'y a plus de questions.

3.2 Au début de la période de questions, la maire ou celui ou celle qui préside, invite les personnes à poser leur question au conseil. Une personne ne peut poser qu'une question à la fois et son intervention ne doit pas excéder deux (2) minutes. Cette personne pourra poser une 2^{ième} question après que toutes les personnes présentes auront posé leur question, en autant que le paragraphe 3.1 soit respecté. Tout membre du public présent qui pose une question devra se présenter et s'identifier au préalable.

3.3 Une question doit être dans la forme interrogative et ne contenir que les mots nécessaires pour obtenir les renseignements demandés. Seules les questions d'intérêt public seront permises par opposition à celles d'intérêt privé ne concernant pas les affaires de la Municipalité, lesquelles doivent être traitées, en priorité, en s'adressant au personnel de la Municipalité.

Sera jugée hors d'ordre et irrecevable :

- a) Toute question qui est précédée d'un préambule inutile;
- b) Toute question allusive ou mal intentionnée;
- c) Toute question contenant une attaque personnelle ou un procès d'intention;
- d) Toute question contenant une volonté d'intimidation ou se rapportant à la vie personnelle d'un employé de la Municipalité, d'un officier de la Municipalité ou de l'un des membres du conseil.

Article 4 Obligation de respect et de civilité

4.1 Tous les intervenants, membre du conseil ou du public, ont le devoir de respecter l'ordre et le silence nécessaire au bon fonctionnement de la séance et le tout devra être fait avec politesse sans blasphémer et sans user d'un langage injurieux et diffamatoire.

- 4.2 Une personne ne peut interrompre ou autrement gêner une personne qui pose une question. Toutefois, rien n'empêche le maire ou celui ou celle qui préside l'assemblée, de rappeler cette personne à l'ordre au besoin.
- 4.3 Tout membre du public présent lors d'une séance du conseil doit s'abstenir de crier, de chahuter, de chanter, défaire du bruit ou de poser tout autre geste susceptible d'entraver le bon déroulement de la séance.
- 4.4 Toutes les personnes assistant à la séance doivent demeurer à leur place jusqu'à ce qu'ils soient invités à intervenir.

Article 5 Présidence des séances du conseil

Toutes les séances du conseil sont sous la présidence du maire ou, en son absence, du maire suppléant.

Advenant l'absence du maire et du maire suppléant, les membres du conseil réunis en séance choisissent un(e) président(e) d'assemblée.

Article 6 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi

Yves Sohier
Maire

Clémence Pepin
Greffière-trésorière adjointe

2025-02-034

8. ADOPTION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 2025-002 INTITULÉ « RÈGLEMENT CONCERNANT L'IMPOSITION DES TAXES MUNICIPALES 2025 »

Attendu que le conseil a adopté le budget de la Municipalité pour l'exercice financier 2025;

Attendu que le budget 2025 prévoit des dépenses, autres activités financières et affectations de l'ordre de 592 383 \$ et des revenus égaux à cette somme;

Attendu que le budget 2025 prévoit des activités d'investissement totalisant la somme de 12 984 063 \$;

Attendu qu'il y a lieu, en conséquence, d'imposer différentes taxes aux fins de payer une partie des dépenses de ce budget;

Attendu qu'un avis de motion du présent Règlement a été dûment donné lors de la séance extraordinaire du conseil du 30 janvier 2025;

Attendu que le projet de Règlement a été transmis à chaque membre du conseil le 16 janvier 2025;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le présent projet de Règlement et renoncent à sa lecture;

Attendu que le Règlement a été transmis à chaque membre du conseil le 27 janvier 2025;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le présent Règlement et renoncent à sa lecture;

Attendu que toute personne pouvait obtenir une copie du présent Règlement conformément à l'article 445 du *Code municipal du Québec*;

Attendu que des copies du présent Règlement étaient mises à la disposition du public avant le début de la présente séance;

Il est proposé par la conseillère Guylaine Marin que le Règlement numéro 2025-002 intitulé « Règlement concernant l'imposition des taxes municipales 2025 », Règlement dont le texte est annexé à la présente résolution, soit et est adopté. Adopté à l'unanimité par les conseillers présents.

**PROVINCE DE QUÉBEC
MRC DE LA HAUTE-GASPÉSIE
MUNICIPALITÉ DE LA MARTRE**

RÈGLEMENT NUMÉRO 2025-002

RÈGLEMENT CONCERNANT L'IMPOSITION DES TAXES MUNICIPALES 2025

Attendu que le conseil a adopté le budget de la Municipalité pour l'exercice financier 2025;
 Attendu que le budget 2025 prévoit des dépenses, autres activités financières et affectations de l'ordre de 592 383 \$ et des revenus égaux à cette somme;
 Attendu que le budget 2025 prévoit des activités d'investissement totalisant la somme de 12 984 063 \$;
 Attendu qu'il y a lieu, en conséquence, d'imposer différentes taxes aux fins de payer une partie des dépenses de ce budget;
 Attendu qu'un avis de motion du présent Règlement a été dûment donné lors de la séance extraordinaire du conseil du 30 janvier 2025;
 Attendu que le projet de Règlement a été transmis à chaque membre du conseil le 16 janvier 2025;
 Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le présent projet de Règlement et renoncent à sa lecture;
 Attendu que le Règlement a été transmis à chaque membre du conseil le 27 janvier 2025;
 Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le présent Règlement et renoncent à sa lecture;
 Attendu que toute personne pouvait obtenir une copie du présent Règlement conformément à l'article 445 du *Code municipal du Québec*;
 Attendu que des copies du présent Règlement étaient mises à la disposition du public avant le début de la présente séance;

LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

Chapitre 1 – Taxe foncière générale

Article 1 – Taux

Il est, par le présent règlement, imposé et il sera prélevé pour l'année 2025, une taxe sur tous les biens-fonds imposables de la municipalité, sur la base de leur valeur portée au rôle d'évaluation en raison de 1.4973 \$ par 100 \$ de la valeur imposable. Ce taux s'applique aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (EAE) incluant les immeubles à vocation forestière.

Chapitre 2 – Taxe foncière spéciale et compensation pour rembourser les échéanciers de certains emprunts

Article 2 – Taux

Une taxe foncière spéciale est imposée et prélevée pour l'année 2025 sur tous les biens-fonds imposables de la Municipalité et ce, sur la base de leur valeur portée au rôle d'évaluation en raison de 0.0323 \$ par 100 \$ de la valeur imposable afin de pourvoir aux dépenses pour les activités communautaires.

Article 3 – Taux spéciales pour le service de la dette

Une taxe foncière spéciale est imposée et prélevée pour l'année 2025 sur tous les biens-fonds imposables de la Municipalité et ce, sur la base de leur valeur portée au rôle d'évaluation en raison 0.0492 par 100 \$ de la valeur imposable afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux règlements suivants :

Numéro du règlement	Titre du règlement	Taux par 100 \$ d'évaluation	% des échéances
2020-04-21	Règlement décrétant l'établissement de plans et devis, y compris la réalisation des études préliminaires connexes, pour des travaux d'approvisionnement et de distribution de l'eau potable comportant une dépense de 445 000 \$ ainsi qu'un emprunt du même montant remboursable en 20 ans	0.0442 \$	25 %
12-2023-1	Règlement décrétant des travaux d'urgence pour les travaux réalisés sur le réseau d'aqueduc	0.0050 \$	25 %

Ces taux s'appliquent aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (EAE) incluant les immeubles à vocation forestière.

Article 4 – Compensation pour le service de dette – règlement 2020-04-21

Conformément à l'article 5.2.2 du *Règlement numéro 2020-04-21 l'établissement de plans et devis, y compris la réalisation des études préliminaires connexes, pour des travaux d'approvisionnement et de distribution de l'eau potable comportant une dépense de 445 000 \$ ainsi qu'un emprunt du même montant remboursable en 20 ans*, la compensation est fixée à 304 \$ par unité.

Ces compensations s'appliquent aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (EAE) incluant les immeubles à vocation forestière.

Article 5 – Compensation pour le service de dette – règlement 12-2023-1

Conformément à l'article 5 b) du *Règlement numéro 12-2023-1 décrétant des travaux d'urgence pour les travaux réalisés sur le réseau d'aqueduc*, la compensation est fixée à 36 \$ par unité.

Ces compensations s'appliquent aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (EAE) incluant les immeubles à vocation forestière.

Chapitre 3 – Taxes de services

Article 6 – Imposition d'un tarif pour la fourniture des services de distribution, d'approvisionnement et de traitement de l'eau

Pour pourvoir au paiement des dépenses du service d'aqueduc, de la fourniture de l'eau et des dépenses d'administration qui y sont reliées, il est, par le présent règlement, imposé et il sera prélevé pour l'exercice financier 2025, un tarif fixe de distribution, d'approvisionnement et de traitement sur tous les immeubles imposables comprenant un bâtiment compris dans le secteur « aqueduc » comme montré sur le plan produit en annexe A.

Article 7 – Montant du tarif fixe pour la fourniture de services de distribution, d'approvisionnement et de traitement de l'eau

Le tarif fixe pour la fourniture de services de distribution, d'approvisionnement et de traitement de l'eau est déterminé selon le tableau suivant :

Usage	Tarif
Logement, chalet	106 \$
Épicerie, Garage	159 \$
Établissement à titre d'hébergement touristique sauf camping	159 \$
Camping	529 \$
Gîte et auberge incluant le logement	265 \$
Bureau de poste incluant le logement	265 \$
Autres commerces, services et services professionnels non spécifiquement nommés	159 \$

Ce tarif s'applique aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (EAE) incluant les immeubles à vocation forestière.

Article 8 – Compensation pour la cueillette, le transport, l'enfouissement, la récupération des déchets, des matières recyclables et des matières organiques

Pour pourvoir aux dépenses de service de matières résiduelles pour la cueillette, le transport, enfouissement et la récupération des déchets, des matières recyclables et des matières organiques ainsi que les frais d'administration qui y sont reliés, il est, par le présent règlement, imposé et il sera exigé pour l'année 2025 une compensation selon les tarifs suivants sur tous les immeubles imposables :

Usage	Tarif
Logement, chalet habité à l'année	233 \$
Chalet saisonnier	116 \$
Épicerie, garage	349 \$
Établissement à titre d'hébergement touristique sauf camping	349 \$
Camping	1 163 \$
Gîte et auberge incluant le logement	581 \$
Bureau de poste incluant le logement	581 \$
Autres commerces, services et services professionnels non spécifiquement nommés	349 \$

Ce tarif s'applique aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (EAE) incluant les immeubles à vocation forestière.

Article 9 – Compensation pour les Services de la Sûreté du Québec

Pour pourvoir au paiement de la moitié de la contribution pour les services de la Sûreté du Québec, il est, par le présent règlement, imposé et il sera prélevé pour l'année 2025 pour chaque unité d'évaluation imposable une compensation de 19 \$.

Cette compensation s'applique aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (EAE) incluant les immeubles à vocation forestière.

Article 10 – Compensation pour le service de l'évaluation

Pour pourvoir au paiement de la quote-part de la MRC de Maskinongé pour le service de l'évaluation, il est, par le présent règlement, imposé et il sera prélevé pour l'année 2025 pour chaque unité d'évaluation une compensation de 36 \$.

Ce taux s'applique aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (EAE) incluant les immeubles à vocation forestière.

Chapitre 4 – Modalités de paiement

Article 11 – Exigibilité

Lorsque dans un compte le total est égal ou supérieur à 300 \$, il peut être payé, au choix du débiteur, en 1 versement unique payable au plus tard le 30^e jour qui suit l'expédition du compte ou en 6 versements égaux. Les dates de chacun des versements égaux étant pour le 1^{er} versement, le 30^e jour qui suit l'expédition du compte de taxes, pour le 2^e versement, le 45^e jour suivant l'échéance du premier versement, pour le 3^e versement, le 45^e jour suivant l'échéance du deuxième versement, pour le 4^e versement, le 45^e jour suivant l'échéance du troisième versement, pour le 5^e versement, le 45^e jour suivant l'échéance du quatrième versement et pour le 6^e versement, le 45^e jour suivant l'échéance du cinquième versement.

Le directeur général et greffier-trésorier est autorisé à allonger les délais d'exigibilité des versements prévus à l'alinéa précédent lorsque les dates d'exigibilité tombent un jour de fin de semaine et/ou un jour férié.

Article 12 – Intérêt

Tout montant impayé après son échéance, qu'il s'agisse d'une taxe, d'un tarif, d'une redevance ou de toute autre créance municipale, porte intérêt à un taux de 13 % par année. Le retard commence le jour où la taxe devient exigible.

De plus, lorsqu'un des versements n'est pas effectué dans le délai prévu, seul le montant du versement échu est alors exigible et entraîne l'application d'intérêts.

Chapitre 5 – Entrée en vigueur

Article 13 – Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

Yves Sohier
Maire

Clémence Pepin
Greffière-trésorière adjointe

- 2025-02-035** **9. RÉSOLUTION AUTORISANT LA PUBLICATION DE LA LISTE DES CONTRATS POUR LA PÉRIODE DU 1^{er} JANVIER 2024 AU 31 DÉCEMBRE 2024**
- Le directeur général et greffier-trésorier dépose, conformément à l'article 961.4 du *Code* municipal du Québec, la liste de tous les contrats conclus pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024 comportant une dépense de plus de 2 000 \$ avec un même cocontractant lorsque l'ensemble des contrats comporte une dépense totale de plus de 25 000 \$.
- Il est proposé par le conseiller Philippe Achaintre de publier sur le site internet de la Municipalité la liste de tous les contrats conclus pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024 comportant une dépense de plus de 2 000 \$ avec un même contractant lorsque l'ensemble des contrats comporte une dépense totale de plus de 25 000 \$. Adopté à l'unanimité par les conseillers présents.
- 2025-02-036** **10. RÉSOLUTION ADOPTANT LA POLITIQUE DE CAPITALISATION ET D'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS**
- Attendu que la Municipalité doit se doter d'une Politique de capitalisation et d'amortissement des immobilisations;
- Attendu que cette Politique se veut un cadre de référence servant à l'identification, la comptabilisation et l'amortissement des dépenses en immobilisations et ayant une incidence significative sur la situation financière;
- Attendu que cette Politique veille également à garantir que le patrimoine municipal est bien géré et optimisé;
- Il est proposé par la conseillère Valérie Bertrand d'adopter la Politique de capitalisation et d'amortissement des immobilisations dont copie est jointe à la présente résolution pour en faire partie intégrante. Adopté à l'unanimité par les conseillers présents.
- 2025-02-037** **11. RÉSOLUTION MANDATANT LA FIRME COMPTABLE MNP POUR LA REDDITION DE COMPTE DE LA TECQ 2019-2024**
- Attendu que la Municipalité doit compléter le processus de reddition de comptes de la TECQ 2019-2024 avant de pouvoir soumettre sa programmation pour la TECQ 2024-2028;
- Attendu l'offre de service reçue par courriel de firme comptable MNP;
- Attendu que cette dépense est prévue au budget 2025;
- Il est proposé par la conseillère Guylaine Marin de mandater la firme comptable MNP pour des honoraires de 4 750 \$ taxes en sus pour effectuer la reddition de comptes de la TECQ 2019-2024. Adopté à l'unanimité par les conseillers présents.
- 2025-02-038** **12. RÉSOLUTION AUTORISANT LA RÉPARATION DU CAMION DODGE RAM 3500**
- Attendu que le camion Dodge Ram 3500 doit être inspecté annuellement selon les normes de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ);
- Attendu que des réparations majeures sont nécessaires pour obtenir la vignette de conformité de la SAAQ :
- Il est proposé par le conseiller Rémy-Richard Leclerc :
- . d'acheter de Les Entreprises S. Lévesque une boîte usagée au prix de 3 800 \$ taxes en sus plus les frais de livraison évalués à 600 \$ taxes en sus;
 - . d'autoriser le Garage Cyon de Matane à réparer le camion Dodge Ram 3500 et à installer la boîte usagée pour une dépense évaluée à 7 200 \$ taxes en sus afin d'obtenir la vignette de conformité de la SAAQ ;
 - . d'amender le poste budgétaire 02 32000 525 d'une somme de 6 100 \$ et le poste 02 33000 525 d'une somme de 2 100 \$ en prenant les deniers nécessaires du poste 03 31000 001. Adopté à l'unanimité par les conseillers présents.
- 2025-02-039** **13. RÉSOLUTION AUTORISANT LE PAIEMENT D'UN AVIS DE RÉCLAMATION DU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, DE LA FAUNE ET DES PARCS**
- Attendu que la Municipalité a fait défaut de prélever ou de faire prélever les échantillons d'eau prescrits à l'article 14, alinéa 1, du Règlement sur la qualité de l'eau potable conformément aux fréquences et conditions qui y sont prévues, à savoir d'un minimum d'un échantillon pour des fins de contrôle des substances

inorganiques et exigé annuellement entre le 1^{er} juillet 2023 et le 31 octobre 2023;

Attendu l'avis de réclamation pour une sanction administrative pécuniaire reçue le 22 janvier 2025;

Il est proposé par le conseiller Marc-André Diné :

- . d'autoriser un déboursé de 3 500 \$ au ministre des Finances en paiement de la sanction administrative pécuniaire reçue le 22 janvier 2025;
- . d'amender le poste budgétaire 02 41300 499 d'une somme de 3 500 \$ en prenant les deniers nécessaires du poste 03 31000 001. Adopté à l'unanimité par les conseillers présents.

2025-02-040

14. RÉOLUTION POUR RÉVISION DE LA PROGRAMMATION DE LA TECQ 2019-2024

Attendu que la Municipalité a pris connaissance du *Guide relatif aux modalités de versement de la contribution gouvernementale* dans le cadre du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) pour les années 2019 à 2024 ;

Attendu que la Municipalité doit respecter les modalités de ce Guide qui s'appliquent à elle pour recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation ;

Attendu que le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation a approuvé la programmation des travaux version numéro 7 le 30 octobre 2024;

Attendu que la Municipalité désire ajouter certains travaux à sa programmation; Il est proposé par le conseiller Philippe Achaintre :

- . que la Municipalité s'engage à respecter les modalités du Guide qui s'appliquent à elle;
- . que la Municipalité s'engage à être la seule responsable et à dégager le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec de même que leurs ministres, hauts fonctionnaires, employés et mandataires de toute responsabilité quant aux réclamations, exigences, pertes, dommages et coûts de toutes sortes ayant comme fondement une blessure infligée à une personne, le décès de celle-ci, des dommages causés à des biens ou la perte de biens attribuable à un acte délibéré ou négligent découlant directement ou indirectement des investissements réalisés au moyen de l'aide financière obtenue dans le cadre du programme de la TECQ 2019-2024;
- . que la Municipalité approuve le contenu et autorise l'envoi au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation de la programmation de travaux version numéro 8 ci-jointe et de tous les autres documents exigés par le Ministère en vue de recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation ;
- . que la Municipalité s'engage à atteindre le seuil minimal d'immobilisations qui lui est imposé pour l'ensemble des cinq années du programme ;
- . que la Municipalité s'engage à informer le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation de toute modification qui sera apportée à la programmation de travaux approuvés par la présente résolution
- . que la Municipalité atteste par la présente résolution que la programmation des travaux version numéro 8 comporte des coûts réalisés véridiques ;

Adopté à l'unanimité par les conseillers présents.

15. VARIA

- École alternative de Marsoui
- Réflexion sur coupe de bois abusive

16. PÉRIODE DE QUESTIONS

Des questions sont posées.

2025-02-041

17. LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

Tous les points à l'ordre du jour étant épuisés, il est proposé par la conseillère Valérie Bertrand que la présente séance soit levée à 19h 47. Adopté à l'unanimité par les conseillers présents.

Yves Sohier
Maire

Clémence Pepin
Greffière-trésorière adjointe

Je, Yves Sohier, maire, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal du Québec.

Yves Sohier
Maire